



STEFAN C.
AYKUT

CLIMATISER LE MONDE

Sciences
à nos questions

éditions
Quæ

Stefan C. Aykut

Climatiser le monde

*Conférence-débat organisée par le groupe
Sciences en questions à l'Inra de Paris le 21 juin 2018.*

Éditions Quæ, RD 10, 78026 Versailles Cedex

La collection « Sciences en questions » accueille des textes traitant de questions d'ordre philosophique, épistémologique, anthropologique, sociologique ou éthique, relatives aux sciences et à l'activité scientifique.

Raphaël Larrère, Catherine Donnars
Directeurs de collection

Le groupe de travail « Sciences en questions » a été constitué à l'Inra en 1994 à l'initiative des services chargés de la formation et de la communication. Son objectif est de favoriser une réflexion critique sur la recherche par des contributions propres à éclairer, sous une forme accessible et attrayante, les questions philosophiques, sociologiques et épistémologiques relatives à l'activité scientifique.

Texte revu avec la collaboration de Marie-Noëlle Heinrich.

Éditions Quæ
RD 10, 78026 Versailles Cedex

© Éditions Quæ, 2020

ISBN (imprimé) : 978-2-7592-3093-8 ISBN (Pdf) : 978-2-7592-3094-5
ISBN (ePub) : 978-2-7592-3095-2 ISSN : 1269-8490

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette proposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France.

Préface

Le changement climatique renvoie à des sujets souvent abordés dans la collection « Sciences en questions » : le rapport des sciences à la nature, à la technique, les relations entre savoirs et décisions publiques, mais c'est la première fois qu'il est au centre d'un ouvrage. Il était temps ! Depuis sa création en 1988, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) précise régulièrement dans ses rapports l'alerte climatique et donne des pistes pour l'atténuer. En 1992, le sommet de la Terre de Rio de Janeiro a instauré un cadre international pour l'action politique sur le climat : la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) qui réunit maintenant presque tous les pays du monde, qualifiés de « parties », dans des réunions annuelles, les COP (*Conferences of the Parties*). La première COP s'est tenue à Berlin en 1995. La troisième, à Kyoto en 1997, a obtenu pour la première fois que 37 pays développés s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Après l'échec de la COP de Copenhague en 2009, celle de Paris en 2015 a semblé relancer la dynamique internationale, de par le nombre de pays impliqués (195), de par l'ampleur des sujets abordés, de par l'ambition politique affichée de limiter la hausse « bien en deçà de 2°C », en avançant le chiffre de 1,5°C, qui exclut toute poursuite de la course actuelle du monde. Mais l'accord de Paris qui a suivi en 2016 a également été marqué par le retrait des États-Unis, éclairant d'un jour nettement moins engageant l'échiquier politique du climat.

Malgré la récurrence des dénégations du changement climatique et le retrait américain, le climat s'est immiscé dans nos vies et nos réflexions : il touche nos modes de vie et de consommation, nos sensibilités face aux orientations politiques, nos pratiques professionnelles... De cette « climatisation du

monde», Stefan C. Aykut, professeur junior à l'université de Hambourg est un observateur et un analyste attentif.

Stefan, tu as passé ton enfance à Stuttgart où tu as étudié le français au lycée, obtenant un double bac franco-allemand, l'Abibac. Ce choix revient à la proximité entre le lycée qui le proposait et ta maison et non à des attaches particulières avec la France ; tes attaches familiales mêlent la Turquie et l'Allemagne. Le bac en poche, tu pars étudier les sciences politiques à Berlin. Et grâce à Erasmus, tu viens en France en 2004 étudier à l'EHESS. Tu découvres la variété des enseignements en sciences sociales. Pouvoir ainsi croiser les disciplines, passer des sciences politiques à la sociologie, de l'histoire à l'anthropologie te plaît particulièrement. Tu t'orientes alors vers un domaine de recherche multidisciplinaire des sciences sociales, les *Science and Technology Studies*, les STS, lesquelles éclairent par de multiples voies et objets, les relations entre les sciences, les technologies et la société. Tu suis d'abord un master en STS, au Centre Alexandre Koyré (EHESS), puis y poursuis une thèse sur la construction du changement climatique comme problème public. Ta thèse comporte une comparaison des politiques énergétiques entre la France et l'Allemagne, et une analyse de la mise en place de la gouvernance globale du climat. Ce travail te montre, entre autres, combien les décisions et les orientations prises dépendent de choix passés, d'où l'importance de prendre en compte la durée dans notre façon d'aborder toute négociation internationale. Ta directrice de thèse est Amy Dahan, historienne des sciences, directrice de recherche émérite au CNRS rattachée au Centre Alexandre Koyré. Avec elle, tu as fait un bout de chemin pionnier et original, pour faire du changement climatique une question sociale, une matière à penser dans les sciences sociales. De cette collaboration fructueuse, vous tirerez un livre — *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales* — qui est devenu une référence sur le sujet. Il introduit la notion de régime climatique, en tant que clé de lecture du changement global et de la façon d'y faire face.

Depuis une dizaine d'années donc, jonglant entre un post-doctorat à l'Ifris à Marne-la-Vallée, des contrats avec le centre Marc Bloch à Berlin et des programmes ANR, tu es devenu un fin observateur des négociations internationales sur le changement climatique. Tu as notamment scruté le déroulement, les jeux d'acteurs, les discours et les actes au cours de la COP 21 à Paris. Avec Jean Foyer (CNRS) et Édouard Morena, vous avez synthétisé les observations d'un groupe de chercheurs dans un livre, *Globalising the climate: COP 21 and the climatisation of global debates*. Vous y développez comment la gouvernance du climat a inclus dans son arène progressivement de nouveaux enjeux et de nouveaux acteurs. C'est ce phénomène que vous avez appelé la « globalisation du climat ». Celui-ci se double d'un autre phénomène, la « climatisation du monde », c'est-à-dire l'emprise des enjeux climatiques sur les autres enjeux, lesquels sont dorénavant regardés à travers la focale du climat. Les deux phénomènes interagissent.

Curieux des croisements entre approches, tu t'es intéressé récemment au rôle des acteurs financiers dans les politiques de lutte contre le changement climatique, ce que disent — et cachent sans doute aussi — leurs propositions. Et aussi comment les questions climatiques sont appréhendées par le droit. Tu as été l'un des organisateurs d'un colloque international qui s'est tenu fin mai 2018, à l'ENS à Paris, sur « Les bons usages de la terre ».

Ton regard sur les évolutions en cours nous semble stimulant pour penser comment le changement climatique interpelle les sciences dans leur responsabilité et éthique. Mais commençons par le début, dis-nous comment s'est opérée la « climatisation » du monde ?

Catherine Donnars
Co-directrice de la collection « Sciences en questions »

Climatiser le monde

Introduction

Le point de départ de mon propos¹ est une observation simple : au cours de la dernière décennie, la question du changement climatique a changé de statut. Quand je commençais à m’y intéresser dans le cadre de mes recherches, au milieu des années 2000, il s’agissait d’un sujet un peu exotique qui animait à peine plus qu’un petit cercle de chercheurs, militants, diplomates et professionnels de l’environnement. Depuis, le climat est progressivement devenu un enjeu politique de premier plan et une thématique transversale, qui irrigue les débats sociétaux, stimule des activités de recherche et provoque des repositionnements d’acteurs dans des domaines très variés. Prenons l’exemple des villes. Celles-ci ont non seulement créé des réseaux transnationaux comme le *Cities for Climate Protection program* (1993) et le *C40 Cities Climate Leadership Group* (2005) pour coordonner leurs efforts en termes de réduction des émissions et d’adaptation au réchauffement. À coup de sommets médiatiques, prises de parole publiques et publications régulières, les gouvernements municipaux se posent aussi en hérauts de la protection du climat et revendiquent un rôle plus important dans la gouvernance globale. Sur un mode opératoire similaire, des milieux industriels «verts» ont récemment fondé *We Mean Business*, une alliance de firmes et de *think tanks* qui se veulent progressistes sur le climat. Dans son premier rapport *Le climat a changé* (We Mean Business, 2014) et une longue série de publications

1. Les thèses défendues dans ce livre sont le fruit de recherches collectives, menées au sein de l’équipe «Changement climatique et biosphère» dirigée par Amy Dahan au Centre Alexandre Koyré (EHESS), et dans le cadre du projet ClimaCop (Ifri) dirigé par Jean Foyer, Edouard Morena et moi-même.

ultérieures, l'alliance plaide pour une prise en compte systématique de l'empreinte carbone dans l'activité économique, mais aussi pour des régulations plus strictes. Ce positionnement rompt clairement avec la préférence traditionnelle des lobbies économiques pour des approches incitatives et non contraignantes. Du côté du monde religieux, *Loué sois-tu*, la première encyclique entièrement dédiée aux questions écologiques, défraye la chronique en 2015. Le pape François y dresse un constat alarmant de la dégradation de la planète par les activités humaines. Le réchauffement climatique et ses effets occupent une place centrale dans ce récit. Des évolutions similaires ont lieu dans d'autres religions, même si celles-ci ne rencontrent pas toujours un écho comparable dans les médias occidentaux. Ainsi, on compte désormais des déclarations musulmane, bouddhiste, hindou, sikh, juive, protestante, etc., sur le climat². Les milieux de la finance ne sont pas épargnés. À coup de slogans tels que *Divest Wall Street*, *Divest Harvard* ou *Paris Zéro Fossile*, des groupes d'activistes demandent aux organismes publics et investisseurs privés de se séparer de leurs actifs dans le secteur des énergies fossiles et d'adopter des stratégies d'investissement bas-carbone. En septembre 2015, ils trouvent un allié de circonstance plutôt inattendu dans le gouverneur de la banque d'Angleterre, Mark Carney. Dans un discours très remarqué, titré «Briser la tragédie de l'horizon», celui-ci alerte alors sur les risques que le changement climatique ferait peser sur le système financier mondial, et enjoint aux banques et aux investisseurs institutionnels de mieux prendre en compte les implications à long terme d'une transition mondiale bas-carbone. Ces évolutions dans différents domaines culminent en décembre de la même année à la conférence climatique COP21 à Paris. Durant les deux semaines de l'évènement,

2. Ce site recense les principales déclarations : <<https://www.interfaithpowerandlight.org/religious-statements-on-climate-change/>> (consulté le 02 juillet 2019).

les entreprises exhibent leurs innovations technologiques et visions du futur à l'exposition «Solutions COP21» au Grand Palais et à «la Galerie», un espace dédié proche du centre de conférences onusien au Bourget. En parallèle, des représentants de peuples autochtones défilent dans Paris pour promouvoir leurs savoirs traditionnels dans la lutte contre les effets du réchauffement, et une coalition hétéroclite de mouvements sociaux et d'associations se retrouve au « Village mondial des alternatives» à Montreuil autour d'innovations sociales et de solutions *low tech*. Depuis Paris, le phénomène semble s'être encore intensifié. De moins en moins de champs d'activité échappent désormais à l'emprise de l'enjeu climatique. À la recherche de leviers pour réduire les émissions, d'aucuns proposent de nouvelles stratégies de développement urbain (*climate smart cities*), promeuvent des techniques agricoles bas-carbone (*climate smart agriculture*), ou militent pour aligner les flux financiers publics et privés avec l'impératif de réduction (*climate finance*). D'autres alertent que les impacts prévisibles du réchauffement nous forcent à repenser en profondeur les projets de construction et stratégies d'aménagement du territoire (*climate proofing*), les politiques migratoires (*climate migrations*) ou encore les enjeux de sécurité internationale (*climate security*).

Pris ensemble, ces exemples dressent le tableau général d'une diffusion de la question climatique dans des sphères de plus en plus nombreuses et variées de la vie publique. Les effets combinés — actuels ou prospectifs — du réchauffement en cours et des mesures de riposte forcent des acteurs souvent assez éloignés des enjeux écologiques à s'intéresser à la question et à évaluer son impact sur leurs activités. En nombre croissant, firmes, associations, administrations et organismes de recherche se voient ainsi contraints de repenser leurs orientations stratégiques, leurs routines organisationnelles et leurs pratiques économiques à l'aune de la question climatique. Cette extension du domaine de la gouvernance du climat

constitue un phénomène assez inédit, qui amène une série de questionnements. Comment expliquer cette dynamique : où trouve-t-elle sa source et qu'est-ce qui constitue sa force motrice ? Quels sont ses caractéristiques et modes de déploiement ? Doit-on y voir — enfin ! — le signe d'une meilleure prise en charge du problème climatique, voire d'une transition écologique en cours ? Un regard sur l'évolution des émissions mondiales, qui ont atteint un nouveau record en 2018, permet d'en douter³. Comment alors faire sens du phénomène et évaluer ses effets, d'une part sur la gouvernance climatique, et d'autre part sur les autres domaines et activités concernés ? Ces questions forment le fil rouge de mon propos.

Dans ce qui suit, j'introduis d'abord mon hypothèse centrale, qui propose de saisir les évolutions en cours comme résultant du double mouvement d'une « globalisation du climat » et d'une « climatisation du monde ». Les trois sections suivantes s'intéressent aux origines et aux causes de ce double mouvement. Je débute par un regard historique sur la gouvernance globale du climat, qui montre que ses impasses et ses échecs constituent une des sources profondes du phénomène. Je poursuis par une étude sur la COP21, pour illustrer la force d'attraction des sommets onusiens comme un vecteur-clé de la dynamique de climatisation. Je conclus cette partie par une réflexion sur le nouveau mode de gouvernance mis en place à Paris. Comme celui-ci repose sur une mobilisation tous azimuts de la société civile mondiale, il se nourrit du phénomène de climatisation et contribue à son accélération récente. Les sections subséquentes braquent le projecteur sur deux domaines spécifiques, fortement affectés par la montée en puissance de la question climatique : les politiques

3. Des chiffres actuels sur l'évolution des émissions et leur trajectoire provisionnelle (en fonction des politiques climatiques nationales) sont disponibles sur le site *Climate Action Tracker* : <<https://climateactiontracker.org>> (consulté le 02 juillet 2019).

énergétiques et les recherches en sciences du sol. Ces études de cas visent à mieux cerner les caractéristiques du processus de climatisation, ses modes de déploiement et ses effets. Elles illustrent qu’il s’agit d’un processus à multiples facettes, qui prend différentes formes et intensités, et peut avoir des effets ambigus et contradictoires. Elles montrent aussi que rien ne garantit qu’en fin de compte, la dynamique de climatisation s’accompagne effectivement d’une meilleure gestion du problème climatique.

La thèse de la climatisation : du constat empirique au prisme analytique

La thèse au cœur de cet ouvrage est d’abord le fruit d’une rencontre entre deux équipes de recherche. La première, dont je faisais partie, s’est constituée autour de l’historienne des sciences Amy Dahan au Centre Alexandre Koyré de l’EHESS. Nous avons travaillé sur la gouvernance globale du climat, son histoire institutionnelle et politique, et les relations science-politique qui la caractérisent⁴. Au cours de ces recherches, nous avons été frappés par le fait que les négociations, et encore plus les débats en marge du processus politique, brassaient des sujets de plus en plus divers, dont certains pouvaient paraître assez éloignés du cœur du problème : l’énergie et le développement bien sûr, mais aussi l’équité Nord-Sud, l’aménagement urbain et la construction, l’agriculture et l’usage des sols, la gestion des forêts et l’usage des terres... Souvent, ces thématiques apparaissaient d’abord dans des rapports et des événements parallèles — ou *side-events* — organisées au moment des grands sommets onusiens, avant de parfois faire leur entrée dans le cœur des négociations. Menée par Jean Foyer de l’Institut des sciences

4. Voir nos comptes rendus réguliers de missions d’observation de sommets onusiens (Dahan *et al.*, 2009 ; Dahan *et al.*, 2010 ; Dahan et Aykut, 2012), ainsi que notre ouvrage sur l’histoire des négociations (Aykut et Dahan, 2015).